

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

1986 - L'ANNEE DE LA PAIX

LE DIALOGUE: FONDEMENT UNIVERSEL DE LA PAIX

Rencontre internationale organisée par la Ville de Rome
en collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères

Rome - Capitole
2-4 juillet 1986

«LE ROLE DE L'EUROPE DANS LE DIALOGUE EST-OUEST»

Intervention du Pr Costantino Dragan
Président de la Fondation Européenne Dragan

Le dialogue Est-Ouest a été et est encore dominé par la confrontation entre les USA et l'URSS, une confrontation qui devrait être purement et simplement idéologique entre le principe de la Société Civile, où l'individu jouit de la plus grande indépendance, et celui de la Société Administrée, où l'Etat concentre dans ses mains toutes les initiatives.

Cette confrontation a malheureusement dégénéré en une confrontation de puissance mesurée en termes de capacité destructrice des armements dont dispose chaque superpuissance.

Si elle ne s'est pas transformée en un affrontement ouvert, ceci est uniquement dû au fait que toute attaque atomique déclencherait une réaction identique et la paix a été jusqu'à présent assurée par l'équilibre tragique de la destruction réciproque certaine, voir le principe de la M.A.D. Bien que les gouvernements des deux superpuissances en soient parfaitement conscients, ils continuent malheureusement dans leur course folle aux armements et dans la recherche de moyens destructeurs de plus en plus puissants et sophistiqués.

Nous, les Européens, nous avons bien sûr participé au sentiment de soulagement qui s'est répandu dans le monde entier à la suite de la rencontre toute sourires qui a eu lieu à la fin de 1985 entre Reagan et Gorbatchev. Mais nous, les Européens de la Communauté des Douze, nous estimons, en même temps, qu'il est absurde que ces deux chefs suprêmes se réunissent à Genève, donc chez nous, pour décider fondamentalement de leur propre destin.

Les sourires désormais éteints, le nouvel «*Esprit de Genève*» a perdu une bonne partie de son charme, tout en restant, cependant, un précédent de grande importance qui a réouvert la voie au dialogue direct, bien que ce soit uniquement entre les deux principaux gouvernements des deux superpuissances.

Sans rien vouloir enlever à l'importance de cet événement, nous voudrions cependant que les peuples de la Communauté des Douze réfléchissent un instant sur la signification profonde qui les situe, en bloc, parmi les nations de deuxième catégorie.

Il est temps, désormais, que les Européens se libèrent de ce complexe d'infériorité résignée qui s'est justement créé lors de la confrontation directe entre les deux superpuissances et qui les exclut «de facto» du grand scénario de la politique mondiale.

Il est insensé et absurde que l'*Europe des Douze* oublie qu'elle compte, dans son ensemble, trois cent vingt millions d'habitants contre les deux cent trente des USA et les deux cent soixante-dix de l'URSS; tout comme elle oublie qu'elle contrôle la plus grosse partie du commerce international, qu'elle participe au P.I.B. (Produit Industriel Brut) mondial à raison de 35%, alors que les USA n'en couvrent que 25% et l'URSS moins de 15%.

Il est absurde que les Douze oublient qu'ils construisent 10,5 millions de voitures par an, contre 9,5 millions fabriquées conjointement par les USA et le Canada; qu'ils possèdent, dans leurs industries, deux fois plus de robots que les USA, que dans l'ensemble, leur technologie n'a rien à envier à la technologie américaine à laquelle ils prêtent, aujourd'hui encore, des cerveaux.

Pour ne pas parler de leur confrontation avec l'URSS dont la puissance est limitée au secteur militaire. En effet, quant au reste, le soviétologue Seweryn Bialer la définit comme «*la nation la plus développée des nations sous-développées*».

Nous, les Européens de l'Europe des Douze, nous devons regarder au-delà de l'horizon limité de nos égoïsmes nationalistes, pour réaliser l'Union Européenne et nous sentir un peuple unique cimenté, dans sa diversité, par cette civilisation à laquelle tous ont apporté une aide fondamentale.

Les deux superpuissances ne nous dépassent que dans le secteur des armements; n'oublions pas, avec tout le respect que l'on doit aux génies existant aux USA et en URSS, que par rapport au niveau culturel de l'homme moyen européen, l'homme moyen américain, et encore plus celui de l'Union Soviétique, doivent encore parcourir un long chemin.

Nous vivons désormais en pleine ère post-industrielle, où la matière la plus précieuse est l'or gris, c'est-à-dire le cerveau humain avec ses énormes capacités d'appréhension.

Telle est la réalité.

Si l'*idée «Europe»* devient chez chacun d'entre nous, aussi forte au point de franchir tous les obstacles qui entravent, aujourd'hui encore, la réalisation de l'*Union Européenne* dans le sens le plus plein du terme, nous aurons la merveilleuse possibilité d'insérer, dans le contexte des superpuissances, une superpuissance pacifique, l'Europe Unie, dont la présence obligerait tous les peuples de la terre à entamer un dialogue plus profond et assurerait à chacun la paix et un développement serein et civil.

Et alors, alors seulement, nous, citoyens de l'Europe, nous pourrions, de plein droit, proclamer avec orgueil devant le monde entier:

«CIVES EUROPAEI SUMUS»

C.D.

Rome, Capitole - le 3 juillet 1986

LES PRINCIPAUX PROGRAMMES DE RECHERCHE EUROPEENNE

ESPRIT

(European Strategic Programme for Research and Development in Information Technology)

Durée de la première phase: 1984-1988

Durée totale prévue: 10 ans

Bilan: 1,5 milliard d'ECU dont 750 millions à la charge de la Communauté et 750 à la charge de l'industrie

Il s'agit d'un programme de recherche sur les technologies de l'information se composant de 5 secteurs d'action principaux dont 3 relatifs aux technologies de base - micro-électronique de pointe, techniques avancées de traitement des informations, technologie du logiciel - et 2 aux applications spécifiques: automatisation des activités de bureau (systèmes pour bureaux), systèmes pour l'automatisation des usines. Pendant la première phase de cinq ans, des projets transnationaux seront choisis une fois par an, sur invitation à présenter les propositions. Ces projets doivent prévoir la participation d'au moins deux associés (entreprises industrielles, laboratoires de recherche, centres universitaires) qui ne soient pas situés dans un même pays membre.

Participation communautaire à la réalisation du projet: 50% du coût.

En 1983, il a été choisi 38 projets pour la phase pilote, pour un budget global de 23 millions d'ECU.

En 1984, il a été choisi 104 projets pour un coût total de 360 millions d'ECU - chaque projet réunissant en moyenne 5 participants provenant de pays différents.

Pour 1985, l'examen des projets est en cours et le budget prévu est de 430 millions d'ECU.

RACE

(Research and Development in Advanced Communications Technology for Europe)

Phase initiale de définition: mi-1985-1986.

Budget pour la phase initiale: 42,9 millions d'ECU dont 22,1 à la charge de la Communauté.

Programme de recherche sur les technologies de pointe des télécommunications dont la phase de définition comprend deux objectifs:

- développement d'un modèle de référence européen pour les communications intégrées à bande large, c'est-à-dire la préparation d'une infrastructure européenne pour les télécommunications en mesure d'offrir les services déjà existants et une gamme de services nouveaux (transmission de la voix, des données et des images):

- mise au point des technologies de base pour ce modèle de référence (8 secteurs prioritaires: circuits intégrés à haute vitesse et à complexité élevée, opto-électronique, composants, logiciels, etc.).

Suivront les phases I (1986-1991) et II (1991-1999) de RACE destinées à l'introduction au niveau communautaire d'une infrastructure sophistiquée de communications intégrées à bande large.

BRITE

(Basic Research in Industrial Technologies for Europe)

Durée: 1985-1988.

Budget: 125 millions d'ECU à la charge de la Communauté auxquels s'ajoutera une somme pratiquement identique à la charge des industriels.

Programme de recherche destiné à appliquer les nouvelles technologies aux secteurs industriels traditionnels et à favoriser la coopération entre les industries européennes afin d'améliorer leur compétitivité.

Secteurs intéressés: technologie du laser, catalyse, technologie des particules, nouvelles techniques de jonction, fiabilité, réduction de l'usure et de la détérioration, élaboration de modèles, nouveaux matériaux, etc.

En réponse à la première invitation pour la présentation de propositions, il a été envoyé 566 projets, dont chacun comprenait en moyenne 4 participants; la sélection est en cours.

JET

(Joint European Tours), «Entreprise commune européenne» faisant partie du programme Fusion Thermonucléaire Contrôlée.

Durée: 1985-1989

Budget total: 690 millions d'ECU.

Cette machine expérimentale, destinée à examiner la «faisabilité» scientifique de la production à travers la fusion d'énergie à des fins pacifiques, est à l'avant-garde dans le monde de par ses dimensions et ses prestations: en fait, JET a produit, le 5 juin 1985, une décharge de 5 millions d'ampères pour une seconde dépassant ainsi les prestations maximales prévues lors de la phase de projet de la machine.

Prochaine étape, le NET (Next European Tours) qui est en phase de projet.

Histoire Européenne

LE MONACHISME PENDANT LE I^{er} MILLENAIRE

de Manlio Contri

La rencontre avec un bon vieux livre est une expérience fascinante. On y découvre des détails qui nous avaient échappés auparavant; on réfléchit sur certains passages à la lumière d'autres lectures et l'on décide, parfois, de relire entièrement ce livre.

C'est un peu ce qui s'est passé avec le cours sur «*Le Monachisme pendant le I^{er} Millénaire*» organisé par la Fondation Européenne Dragan en collaboration avec l'Université Populaire Romaine et l'Académie Internationale de Propagande Culturelle. Ce cours a commencé le 6 décembre 1984 et s'est terminé le 12 décembre 1985.

Nous savons tous quelque chose sur le monachisme, sa grande importance, non seulement pour la diffusion du christianisme mais aussi, et surtout, pour la sauvegarde de la culture classique à laquelle ont procédé les monastères après les destructions des invasions barbares.

Nous avons entendu parler de saint Benoît, de saint Colomban, de Bède le Vénérable, des saints Cyrille et Méthode, mais d'une manière épisodique et superficielle. Il est, par contre, totalement différent d'être conduits par des mains expertes, à travers les voies et la vie de la ville monastique, devant ses personnages les plus représentatifs, en une sorte de lecture homogène se référant à une époque historique - le haut moyen âge - généralement peu connue de la plupart des Européens.

Le cours d'histoire européenne sur le «Monachisme pendant le I^{er} Millénaire», organisé par la Fondation et tenu, avec une grande lucidité, par un groupe de professeurs d'histoire médiévale des Universités italiennes les plus importantes, se développe comme un conte unitaire qui jaillit des pages d'un livre unique et merveilleux.

C'est le professeur Giulia Barone qui a inauguré ce cours en commémorant le Pr Raoul Manselli, un grand historien du moyen âge, du monachisme et de la spiritualité médiévale qui aurait eu la tâche d'ouvrir ce cours, mais qui a malheureusement disparu à l'improviste quelques jours auparavant.

NAISSANCE DU MONACHISME - LES ERMITES

Le monachisme représente une expérience de vie communautaire où sont exercées la charité chrétienne et l'unité de vouloir et d'agir. Pourtant, si l'on réfléchit sur l'étymologie du mot «monachisme», celui-ci indique une vie solitaire, *monos* signifiant, en grec, «seul, unique».

L'expérience monastique ne fut pas, au début, une expérience de vie communautaire mais, au contraire, de vie érémitique.

Le moine naît comme une accentuation de tous les éléments de perfection chrétienne, c'est-à-dire l'humilité, la pauvreté, la renonciation à sa propre volonté pour obtenir un contact direct avec Dieu: un choix de spiritualité que la société de l'époque semblait avoir complètement oublié.

Le monachisme n'est pas né en Occident, mais en Orient, en Egypte et en Syrie. Les premières grandes figures de moines sont toutes de saints qui vivent dans le désert - en entendant par «désert» non pas un lieu aride, mais un lieu non habité et situé loin de la ville.

Le choix du moine, en effet, est surtout le refus de la vie urbaine qui permet difficilement de mener ce qui devrait être le mode de vie ascétique de tout bon chrétien.

Assoiffés de perfection, ces premiers moines se retirent à l'écart de la société civile. Ils vivent, tout d'abord, isolés ou en petits groupes, travaillant, tressant des nattes et des paniers et vendant parfois les produits de leur pauvre artisanat pour obtenir du pain, dans un abandon total à la volonté divine et en contemplation constante.

Ils suscitent immédiatement de l'admiration et l'on commence à croire dans leurs pouvoirs thaumaturgiques.

Le moine qui a choisi le désert est souvent rejoint par les habitants de la ville qui vont le chercher et qui forment autour de lui de petites communautés sous sa protection.

Le moine s'éloigne alors de plus en plus, à la recherche d'une solitude qui lui permette d'avoir un véritable contact avec Dieu.

Cette vie isolée comporte, cependant, de nombreux dangers: l'homme seul devant la divinité peut, en effet, arriver à se considérer au même niveau que celle-ci. D'autre part, une solitude trop prolongée peut provoquer des troubles mentaux et le danger de la tentation, comme celle du protagoniste le plus célèbre, saint Antoine, illustrée dans des centaines de tableaux.

LE MONACHISME COMMUNAUTAIRE

En concomitance avec l'expérience érémitique, naît l'expérience du monachisme cénobitique, c'est-à-dire un monachisme communautaire. Ses premières formes se sont développées en Egypte au IV^e siècle.

Les cénobites sont des hommes qui vivent dans la pauvreté, la méditation et la prière continue, isolés dans de petites cellules, une grande partie de la journée. Ils ne se retrouveront ensemble que pour consommer leur repas et pour prier.

C'est ainsi que se réalise le détachement total du monde tout en éliminant, en même temps, les principaux inconvénients de la solitude.

L'Occident, où le monachisme connut, par la suite, son plus grand développement, n'accepta pas tout de suite ce modèle. Certes, saint Jérôme contribua considérablement à sa diffusion. Homme de lettres et amant de la langue latine, il abandonna Rome pour se transférer en Terre Sainte; désirant s'établir dans les lieux où avait vécu Jésus-Christ.

Il commença à traduire la Bible, ayant ainsi l'opportunité d'entrer en contact avec la réalité monastique orientale. Il s'occupa, également, de la rédaction des vies d'Hilaire, de Paul et de Malchus, les premiers moines orientaux.

Etant donné son renom, les vies qu'il écrivit eurent une diffusion rapide. Un autre protagoniste du modèle oriental de monachisme fut Cassien de Marseille.

Lorsqu'aux IV^e et V^e siècles, naissent, en Italie et dans la France méridionale, les premières communautés monastiques, celles-ci sont fortement influencées par le modèle oriental.

Il s'agit de communautés n'ayant pas de «règle» véritable; elles ont, tout au plus, des «règles» très simples dont l'Abbé personnifie l'interprétation authentique. On peut dire que chaque groupe monastique naît autour d'une personnalité exceptionnelle qui dicte les règles du comportement, tout en respectant les principes de pauvreté, d'humilité et de charité.

Lorsque ces formes de vie monastique se répandent, il se pose, cependant, le problème des rapports avec la hiérarchie ecclésiastique.

Nous avons, d'une part, les monastères; de l'autre, les évêques. Ces derniers tendront à contrôler ces formes de vie religieuse au sein de leur diocèse.

On est désormais arrivé à un tournant: il existe des formes de vie monastique avec des règles différentes et l'on pourrait dire qu'il s'instaure, alors, une certaine «anarchie» et une certaine intolérance des monastères vis-à-vis de l'autorité épiscopale.

Saint Benoît n'a pas eu, au début, une expérience très différente de celle des modèles dont nous avons parlé.

Il est vrai qu'il était latino-romain au sens le plus large du terme; un jeune homme de famille noble qui avait étudié à Rome, mais qui méprisait le type de culture qu'il y avait trouvé, car, à son avis, elle éloignait l'homme de Dieu.

En bon anachorète, il se retira dans une grotte, où il vécut d'un peu de pain, complètement isolé. Comme les autres ermites, il commença par être harcelé de personnes qui voulaient se mettre sous sa protection et sa conduite spirituelle.

Contrairement à beaucoup d'autres anachorètes, Benoît ne refusa pas de s'assumer la grosse responsabilité de devenir le guide spirituel d'autres hommes et fonda sa première communauté à Subiaco, dans le Latium, bientôt suivie de deux autres à Montecassino et à Terracina. Pour donner une forme commune à ces communautés, il établit une «règle» se résumant, au fond, dans la devise «Ora et labora».

Bien que la «règle» de saint Benoît s'inspire de «règles» précédentes, il est cependant incontestable que sa «règle», créée pour ordonner la vie de ses trois petits monastères, fut appliquée sans aucune modification, dans tous les monastères d'Europe et même hors d'Europe, au fur et à mesure que le christianisme se répandait dans le monde encore inconnu.

La «règle» de saint Benoît est extrêmement précise et souple. Elle est précise dans la description détaillée des devoirs quotidiens du moine qui devra prier, être humble, charitable, et qui devra travailler pendant les heures de la journée qu'il ne consacre pas à la prière. Le moine bénédictin devra alterner au travail manuel, qui sert à la subsistance du monastère, le travail spirituel consistant, surtout, dans la méditation des textes sacrés.

Ce qui signifie que chaque monastère devait conserver un exemplaire de la Bible, les livres liturgiques pour l'office, les Commentaires des Pères de l'Eglise et les Vies des Saints Pères. C'est ainsi que se créent, dans les couvents, de véritables bibliothèques. Au moment où il écrit sa «Règle», Benoît pense en tant que Romain, c'est-à-dire en tant qu'habitant du monde le plus alphabétisé de l'Occident.

La «Règle» prévoit que chaque moine fasse sa profession de foi en la *signant de son propre poing*; il est donc évident que chaque moine doit savoir écrire, tout comme il est implicite qu'il doit savoir lire, car la méditation de la parole divine se fait à travers la lecture directe et personnelle de la Bible et non pas en écoutant un lecteur.

LES MONASTERES SAUVENT LA CULTURE LATINE

A la suite des changements profonds provoqués dans la société du haut moyen âge par les invasions, la culture classique et l'organisation scolastique du monde romain s'écroulèrent. On ne pouvait donc plus penser que celui qui entraînait dans le monastère tendait, lui aussi, à s'abaisser de plus en plus, car au fur et à mesure que l'idéal monastique se répandait, les parents pensaient assurer le salut éternel de leurs fils en les envoyant dans un monastère, lorsqu'ils étaient encore des enfants, en tant qu'oblats. A ce point, le monastère dut se transformer en école. Le problème de l'instruction primaire conduisit immédiatement à une connaissance plus directe des classiques. Les textes à disposition de l'école étaient ceux des grammairiens et des rhéteurs de l'époque romaine. Ceux-ci se référaient constamment aux classiques tels que Virgile, Lucain, Horace, pour en tirer des règles linguistiques ou pour en expliquer les affirmations.

En un premier temps, les classiques servirent uniquement pour apprendre le latin, langue nécessaire pour comprendre et lire la Bible et les Pères de l'Eglise. Ces textes classiques étaient, cependant, tellement beaux et riches de significations poétiques, qu'ils suscitèrent l'admiration des moines chez qui vivaient à la fois l'amour pour les belles lettres et le désir de Dieu.

Les moines commencèrent ainsi à recopier et à conserver ce patrimoine littéraire de l'antiquité qui allait se perdre. Au début, ils préféraient les textes sacrés aux textes profanes. On le sait, car certains textes latins classiques nous sont parvenus sous forme de palimpsests-

tes, c'est-à-dire de parchemins dont on a effacé la première écriture pour pouvoir écrire un texte nouveau, un règle de saint Benoît ou un livre de la Bible. Ce n'est qu'à partir du XIX^e siècle qu'il a été possible de découvrir, grâce à des techniques modernes, le texte sous-jacent et le lire avec des lampes spéciales.

La règle de saint Benoît a donc eu des effets incalculables pour la culture occidentale.

Mais le monachisme bénédictin ne fut pas unique. Un autre modèle de monachisme d'origine irlandaise et successivement franco-irlandais naquit dans l'Europe du Nord et son principal représentant est saint Colomban. Il s'agit d'un monachisme qui, contrairement à celui de saint Benoît, n'a plus son centre dans le monastère, mais qui cherche Dieu dans la solitude et se propage de plus en plus. Il est donc ambulante. Au moyen âge, dans une structure sociale où les communications sont très mauvaises à la suite de la destruction du réseau routier romain, les moines irlandais deviennent, de ce point de vue, les grands messagers du Christianisme et, donc, de la culture. C'est ainsi qu'ils arrivèrent en Angleterre et dans la France du Nord. Colomban, lui-même, fonda des monastères en France et en Italie. Ses disciples arrivèrent même dans les îles Orcades et, peut-être même en Islande, en traversant la mer sur de fragiles embarcations.

Le monachisme irlandais fut donc un monachisme cultivé, car les Irlandais durent étudier le latin dès ses bases. Il s'agissait, en effet, pour eux, d'une langue inconnue, alors que saint Benoît parlait une langue qui était encore du latin, même s'il était altéré.

Saint Grégoire I^{er} le Grand fut le premier pape qui se posa le problème de l'évangélisation d'autres peuples. Après la catastrophe des invasions barbares, l'Eglise avait essayé de maintenir en vie ce qui existait déjà sans tenter de convertir les autres populations. Les barbares qui arrivent en Italie sont eux-mêmes mi-païens et mi-chrétiens, mais d'une autre confession; en d'autres termes, ils ont une théorie différente sur la nature du Christ. Le problème était de convertir les barbares les plus proches, d'arriver au moins à un *modus vivendi* avec les Longobards menaçants, avant de s'occuper des populations plus lointaines, telles que les Germains et les Saxons. Grégoire I^{er} le Grand envoya, de toute façon, une mission de moines en Angleterre, ce qui fait que le monachisme romain se lie, dès cette époque, au concept de mission. Ces missions, qui se succédèrent nombreuses en l'espace d'un siècle, contribuèrent à l'évangélisation quasi totale de l'Angleterre et à un essor culturel immédiat. Bédé le Vénérable est le principal représentant de cette culture anglo-saxonne qui dépend largement de Rome. Les rois anglais, ainsi que les souverains français de la maison mérovingienne, sont de grands fondateurs de monastères. Dès que la force spirituelle et culturelle du monachisme est reconnue, les souverains commencent à considérer la fondation d'un monastère comme un devoir lié à leur propre intérêt. Ceci contribue, naturellement, à la fortune du monachisme.

Il existe donc deux modèles de monachisme: le français et le romain. Ils resteront isolés pendant près de deux siècles, sans que l'un n'arrive à prévaloir sur l'autre.

LE MONACHISME ET L'EUROPE CAROLINGIENNE

Le Saint-Empire romain de Charlemagne, une construction politique, militaire, religieuse et culturelle grandiose, avait de solides bases communes. Charlemagne essaie, sans succès - comme ses successeurs, par ailleurs - de créer une Europe, en termes de Chrétienté, qui puisse vivre suivant des règles communes. Il essaie d'améliorer le niveau d'instruction, de purifier les coutumes de l'Eglise en se servant, pour ces deux opérations, du monachisme. Devant privilégier, pour cela, une forme de monachisme qui agisse comme un élément d'unification, il choisit la règle bénédictine.

La grande région d'expansion du monachisme bénédictin est, à l'époque franco-carolingienne, l'Allemagne qui est la conquête la plus récente de la chrétienté occidentale de ce premier millénaire.

Les grandes abbayes qui sont construites descendent souvent des abbayes françaises; mais il est également créé de nombreux monastères féminins, dont les filles ou les veuves des empereurs deviennent les abbes.

On peut affirmer qu'avec les Carolingiens et les Saxons, le monachisme se lie étroitement aux fortunes de l'empire. D'autre part, les tentatives d'exploitation ne manquent pas.

La réforme de Cluny est une tentative de récupérer les valeurs qui avaient été la base du monachisme: le détachement du monde, l'absence de tout rapport avec l'élément séculier et la vie de consécration totale à Dieu, à la prière et à l'étude.

Il est bien évident qu'il existe, dans le monde très vaste du monachisme, des monastères importants et d'autres plus modestes; tous ont cependant toujours assuré une continuité avec les traditions de la fin de l'Antiquité et paléo-chrétiennes, une continuité avec une culture classique qui, autrement, aurait peut-être cessé d'exister. Le fait que les textes de notre culture classique nous soient parvenus à travers la copie réalisée à l'époque carolingienne est une réalité incontestable; le reste, ce sont des fragments, le Corpus principal a été recopié au cours des VIII^e, IX^e et X^e siècles, et tout cela dans les monastères.

Si nous possédons une connaissance aussi bonne des classiques de l'Antiquité, nous le devons aux moines de l'époque de Charlemagne qui exercèrent une fonction essentielle et fondamentale.

Une autre fonction également importante du monachisme fut la création d'une forme d'économie agricole basée sur la culture rationnelle de la terre. Selon la «règle», les moines bénédictins doivent accomplir un travail manuel, ce qui signifie travailler dans les champs.

C'est à ces moines que nous devons le fait que de nombreuses régions de l'Europe peu fertiles ont été défrichées, libérées des forêts et cultivées, créant ainsi leur fortune économique.

M. C.

UNE EUROPE - UN DRAPEAU

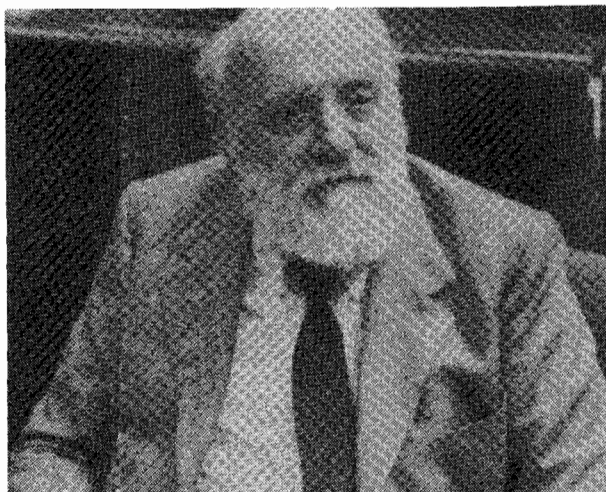
Le 29 mai 1986, le drapeau européen - 12 étoiles d'or sur fond bleu - déjà adopté par le Conseil de l'Europe - a été hissé pour la première fois devant le siège de la Commission de la Communauté Européenne, à Bruxelles.

A cette occasion, M. Marcelino Oreja, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, a fait la déclaration suivante:

«Cette journée est une journée faste pour l'Europe. La décision des institutions de la Communauté d'adopter le Drapeau européen qui sert d'emblème au Conseil de l'Europe depuis 1955 et l'Hymne européen en vigueur depuis 1972 est une décision heureuse pour tous les Européens. A partir de ce jour, toutes les institutions européennes et 385 millions d'Européens se reconnaissent dans ce cercle de Douze étoiles sur fond d'azur et dans cette Ode à la Joie de Beethoven. Au cours des siècles, les drapeaux et les hymnes ont souvent marqué l'exacerbation des nationalismes qui ont conduit à des confrontations fratricides; aujourd'hui réjouissons-nous de voir tous les Européens se doter d'un Drapeau et d'un Hymne communs qui portent témoignage de leur volonté de paix et d'union. L'adoption de ces symboles ne signifie pas que la marche vers l'union européenne est achevée; bien au contraire, il reste encore beaucoup à faire. Mais la cérémonie de ce jour illustre la détermination de tous les peuples de l'Europe démocratique d'agir ensemble pour forger dans l'union un avenir solidaire meilleur».

LE DERNIER APPEL

de Altiero Spinelli



Altiero Spinelli ne s'est jamais rendu. Après l'amère défaite lors de la bataille pour l'union européenne qui avait abouti à l'approbation de l'Acte unique, il décida de tout recommencer en repartant du début.

Il avait décelé une certaine fatigue au sein du Parlement européen et cherché, dans l'Exécutif communautaire, un point fort qui permette de secouer les inerties, les hésitations, les équivoques.

«L'impossibilité de mettre en pratique les accords contenus dans l'Acte unique était, à son avis, désormais évidente. Il voulait reprendre le discours sur la défense, la culture et l'identité européenne. Ceci explique, également, sa dernière et éclatante prise de position, lorsqu'il dénonça le manque de décision de l'Europe à propos de la question libyenne, s'attirant ainsi des critiques au sein de son propre parti. 'Persister dans ces réticences diplomatiques n'a plus aucun sens', avait-il déclaré».

Malade depuis quelque temps, Spinelli sentait, peut-être, sa fin prochaine. Il en avait parlé avec ceux qui l'entouraient. Il cherchait à identifier celui qui aurait pu poursuivre son oeuvre. Une recherche impossible. Mais il est cependant certain que la conscience de sa mort imminente n'avait pas dû trop l'éloigner de la voie qu'il estimait devoir parcourir.

(Corriere della Sera - 24 mai 1986 - page 3)

Cette lettre d'Altiero Spinelli, envoyée à plusieurs intellectuels et personnalités politiques européens, a également été signée par Carlo Ripa de Meana, Werner Mathofer, Emanuele Gazzo, Jean-Paul Jacque, Jean-Victor Louis.

«AUCUNE REFORME N'EST POSSIBLE SANS LA MOBILISATION DE L'OPINION PUBLIQUE»

Bruxelles, 30 avril 1986

Cher ami, la question de la transformation de la Communauté européenne en une véritable entité politique est devenue, depuis le début de la crise économique qui a frappé les pays de l'Europe Occidentale, de plus en plus urgente et concrète.

Il s'agit, depuis lors, d'assurer à nos pays et à nos citoyens une identité politique, économique et culturelle commune, en créant une Union européenne capable de répondre efficacement et démocratiquement aux défis du monde contemporain. Face à ces défis, les Etats nationaux ont démontré leur incapacité de trouver, individuellement, des solutions appropriées.

Devant les nouvelles situations dérivant de l'élargissement à Neuf, puis à Dix et, enfin, à Douze, la Communauté européenne n'a pas réussi à réaliser les objectifs fixés par les Traités de Paris et de Rome, ni à développer de nouvelles compétences dans le domaine de la technologie, de l'emploi, de l'espace social, de la culture et de la sécurité de l'Europe occidentale. L'élargissement de la Communauté européenne a rendu cette réalisation et ce développement urgents et indispensables.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont réaffirmé solennellement, à plusieurs occasions, leur engagement pour la réforme de la Communauté européenne et pour sa transformation en une union politique: ces affirmations ont, cependant, été chaque fois suivies de solution rituelles minimales (et, par là-même, insuffisantes et trompeuses) élaborées par des instances subordonnées: Conseils des ministres, Comité des ambassadeurs, Administrations nationales.

Renforcé par la légitimité démocratique qui lui a été conférée par les élections au suffrage universel, le Parlement européen a démontré qu'il est possible d'élaborer une solution cohérente et globale pour les problèmes de consolidation de la construction communautaire, de son développement dans les nouveaux domaines d'action, ainsi qu'à l'efficacité et au caractère démocratique des institutions communes.

Bref, en adoptant à une très large majorité le projet de Traité instituant l'Union européenne, le Parlement a transformé le mythe de l'Union en un projet concret d'action politique.

Une fois encore, la réponse des gouvernements est restée «au-dessous du minimum vital pour la Communauté» (pour utiliser les mots d'un des protagonistes de l'initiative inter-gouvernementale): personne ne pourrait affirmer que l'«Acte unique», défini par la Conférence de Luxembourg, est la solution au problème de la transformation de la Communauté européenne dans une entité politique réelle.

La faillite de la tentative de relancer, uniquement par la voie intergouvernementale et dans le cadre des institutions et des règles communautaires actuelles, le développement de la construction européenne ne modifie en rien la nécessité d'une modification profonde des tâches, des compétences et des pouvoirs de la Communauté européenne.

Le problème est de savoir, maintenant, comment poursuivre l'action pour la réforme de la Communauté, tout en tenant compte de son urgence et de sa nécessité, ainsi que du large consensus obtenu par le Parlement européen sur le projet d'un Traité d'Union européenne.

L'expérience mûrie jusqu'à présent prouve, tout d'abord, que toute tentative sérieuse de réaliser l'unité politique de l'Europe ne peut se développer qu'en faisant appel à l'initiative et au travail d'idéation du Parlement européen. La réflexion qui est en cours au sein de la commission institutionnelle du Parlement européen sur la stratégie à suivre pour réaliser l'Union européenne et la solution qui sera proposée à l'Assemblée représentent un élément fondamental pour poursuivre l'action lancée avec le projet de Traité d'Union européenne.

Tant dans l'hypothèse d'un engagement à court terme du Parlement européen, en tant que tel - à condition que lui soit reconnu un véritable rôle constituant à l'occasion des élections directes en 1989, que dans l'hypothèse d'une nouvelle initiative du type Club Crocodile, visant à obtenir à moyen terme le consensus majoritaire de l'Assemblée en temps utile pour les élections de 1989, la contribution des femmes et des hommes, seuls représentants de la légitimité démocratique au niveau européen est, sans aucun doute possible, indispensable, indépendamment de l'appartenance idéologique de chacun.

L'expérience vécue jusqu'à présent prouve, toutefois, que chaque tentative de réforme lancée par le Parlement européen ne peut avoir de succès qu'avec une large mobilisation de l'opinion publique: et pour arriver à cette mobilisation, il convient d'entreprendre une opération de persuasion sur les raisons et sur les intérêts qui conseillent d'accélérer la construction européenne; il est également nécessaire de rendre plus efficace la participation des instances démocratiques nationales et, en particulier, des Parlements nationaux.

Nous estimons qu'il est nécessaire, dans ce contexte, de développer une réflexion sur tous les éléments ci-dessus indiqués, en y associant des personnalités du monde politique, économique et culturel provenant de plusieurs pays de la Communauté européenne.

Cette réflexion pourrait avoir lieu à l'occasion d'un séminaire, avant d'entreprendre les initiatives nécessaires pour poursuivre l'action en faveur de l'unité politique de l'Europe.

Ce séminaire de réflexion se tiendra à Bruxelles du 13 juin au soir au 15 juin au matin.

LA REVOLUTION ALIMENTAIRE

de Louis Armand

Tout comme les secteurs industriel et technologique, celui de l'alimentation a subi lui aussi, en moins d'un siècle, de profondes transformations dans la qualité et la quantité des aliments - «Sept soeurs» dominent le marché mondial du blé - Le pain défourné en trois heures et non plus après une nuit entière - Les laboratoires procèdent à des recherches sur la provenance mystérieuse du bouquet du vin.

* * * * *

En 1905, les ouvriers les mieux payés, en Italie, étaient les fondeurs et les tourneurs; ils ramenaient à la maison trois lires par jour. Au sommet de l'échelle salariale, on trouvait les typographes spécialisés avec cinq lires par jour. Les femmes qui travaillaient en fabrique gagnaient beaucoup moins, une lire à une lire cinquante. Les conditions de travail n'étaient guère différentes dans le reste de l'Europe. Et l'on peut, par là, s'imaginer combien devait être pauvre l'alimentation des familles ouvrières avec ces salaires. Une statistique de l'époque nous apprend que la consommation annuelle par tête d'habitant de blé et de maïs s'élevait à 230 kilogrammes, auxquels il fallait ajouter une certaine quantité de céréales pauvres comme le seigle et le millet. Les viandes de boeuf, de poulet et de lapin n'apparaissent sur la table qu'à Noël et à Pâques et à l'occasion de quelque autre fête d'obligation.

De nos jours, en Italie, la consommation individuelle de blé est descendue à 168 kilogrammes par an, celle de maïs à 3-4 kilogrammes. Par contre, celle des viandes bovines est passée à 25 kilogrammes, de porc à 20 et de volailles à 17 kilogrammes, toujours par personne.

Il y a cent ans de cela, un hectare de terre à blé rendait, au maximum, 9 quintaux. Aujourd'hui, les rendements, dans les régions de l'Italie du Nord, atteignent 40 quintaux et même près de 50 quintaux dans certaines cas. Toujours il y a cent ans et même à une époque plus récente, il fallait une heure de travail pour «faucher» avec une faucille cent mètres carrés de blé. De nos jours, avec la moissonneuse-batteuse, on fauche, moissonne et ensache la même quantité de blé en moins d'une minute.

En Europe, celle des Douze, il y aura en 1990 pour chaque citoyen, un excédent, chaque année, dépassant un quintal de céréales, dix litres de vin, quarante litres de lait, cinq kilos de sucre et environ vingt kilogrammes de légumes frais.

Il ressort clairement, de ce que nous venons de dire, qu'en guère plus d'un demi-siècle, non seulement il y a eu une nouvelle révolution industrielle et technologique, mais aussi une révolution alimentaire qui s'est traduite certes en bien-être, parallèlement au progrès dans les autres secteurs, mais même en une crise de surproduction. Tel est le tableau dans le monde occidental.

Mais dans les mondes du Sud et en voie de développement, il existe, comme nous le savons, de vastes aires de dépression, de pauvreté et d'extrême indigence pouvant conduire à la mort. Ce sont là, malheureusement, les éternelles contradictions de notre monde. Chaque jour, en Italie (et ce discours est également valable pour d'autres pays occidentaux), on jette, au sens véritable du terme, à la poubelle, 1 400 tonnes de pain sec, ce qui correspond à environ 1 500 milliards de lires par an (1 milliard de dollars environ). Rien que dans une grande ville telle que Milan, il est vendu, chaque jour, 600 tonnes de pain; 25 tonnes finissent dans la poubelle.

Mais le discours que nous tenions à propos de la crise de surproduction en Europe est également valable à l'échelle mondiale: aujourd'hui la capacité de production dépasse les possibilités de consommation des habitants du globe. Ceci ne signifie toutefois pas que faim et misère aient disparu du monde. On estime qu'en l'an 2000, sur une population de six milliards, un milliard et demi seront bien nourris (Europe, Urss, Usa, Canada, Australie, Japon, Moyen-Orient), tandis que les quatre milliards et demi restants souffriront de malnutrition. Et la solidarité si souvent invoquée ne suffira pas. Car il s'agit, surtout, d'un problème politique. Les perspectives, les stratégies ont changé. Dans le monde occidental, le problème de l'alimentation, en tant que problème de politique interne, n'existe plus. L'alimentation est, par contre, devenu un problème de stratégie et de politique extérieure; en substance, une arme. De nos jours, vingt pour cent de la population mondiale consomme

50% des céréales produits dans le monde. Si l'on considère que 70% des protéines contenues dans l'alimentation humaine proviennent des céréales et que 20% environ de tous les céréales théoriquement disponibles sur le marché sont perdus par manque d'entrepôts, de silos et de locaux de conservation appropriés, on peut avoir une idée du pouvoir que détiennent les pays producteurs de céréales.

Une confirmation de ce pouvoir nous a été donnée au début de 1980, lorsque le président américain Carter décida de bloquer les fournitures américaines de céréales à l'Union soviétique à titre de représailles pour l'agression contre l'Afghanistan. Les conséquences sur le marché furent catastrophiques. D'une part, des millions de tonnes de céréales (restées dans les entrepôts des agriculteurs américains) et que personne ne pouvait ou ne voulait acheter sur le marché officiel; de l'autre, des contrats clandestins pour des centaines de millions de dollars qui faisaient arriver - à travers des sociétés associées étrangères, des pays complaisants et des détournements par télex de chargements voyageant par mer - dans les ports de l'Union soviétique, les quantités de blé nécessaires pour les besoins du pays.

Une autre curiosité sur le blé est celle de la fixation du prix. Elle a lieu chaque jour, au Chicago Board Trade. Et pourquoi donc à Chicago? Ceci en raison du fait que les Etats-Unis exportent, chaque année, une quantité de blé égale à un quart de toute la production mondiale et détiennent environ 60% de la totalité du marché international des céréales de fourrage. Avec leurs 2 700 000 exploitations agricoles et leurs 4,4 millions de tracteurs, les Etats-Unis produisent, chaque année, suffisamment de céréales pour satisfaire les besoins du monde entier, soit 300 millions de tonnes. Pour tenter de faire une comparaison, il faut savoir que l'Union soviétique produit 90 millions de tonnes, l'Italie, guère plus de 9 millions. Dans le domaine des céréales, également, tout comme dans celui du pétrole, il y a quelques années de cela, il y a les «Sept Soeurs» qui dominent les marchés internationaux: Continental et Cargill-Mc Millan aux Etats-Unis, Bunge en Argentine, Ferruzzi en Italie, André en Suisse, Dreyfus en France et Töpfer en Allemagne fédérale.

Il est cependant évident que l'alimentation n'est pas faite uniquement de céréales. Il existe d'autres «postes» qui sont de la plus grande importance de par la fonction qu'ils ont peu à peu exercée dans les marchés internationaux comme dans les pays producteurs respectifs. Que l'on pense au café et au rôle joué par l'Ico (International Coffee Organization) ou au sucre, au lait et à ses dérivés, au vin, à la bière, etc. et aux batailles pour l'attribution des quotas de production au sein de la Cee.

Cette lutte se déroule, de ce point de vue, sur deux fronts: celui des pays orientés vers la défense de leurs propres intérêts et celui des grands groupes internationaux, enclins à défendre des perspectives économiques et opérationnelles sur une grande échelle.

La «révolution alimentaire» est, de toute façon, en pleine évolution et il est difficile de prévoir la voie et les dimensions qu'elle prendra. Les universités américaines et israéliennes, ainsi que les laboratoires des plus gros groupes du secteur alimentaire dépensent chaque année des centaines de millions, pour ne pas dire des milliards de dollars pour aider la recherche et la mise au point de produits et de procédés destinés à satisfaire les exigences changeantes des consommateurs.

Actuellement, un tiers du chiffre d'affaires des industries agro-alimentaires est dû à l'utilisation de micro-organismes (bactéries, levures, champignons) des enzymes (capables d'accélérer certains processus) et, récemment, de la culture des cellules. Une première traduction pratique de ces études est le temps nécessaire à la préparation du pain. Il y a quelques années, il fallait toute la nuit. Aujourd'hui, trois heures suffisent. Un autre exemple est celui du vin. Pour obtenir une bonne qualité, il faut le sol approprié, le climat favorable, des cépages sélectionnés. Mais dans les laboratoires d'oenologie les plus avancés, on étudie la fonction des levures dans la fermentation du jus de raisin. On tente d'établir des relations entre l'analyse biochimique des vins et le goût final. On tâche de s'expliquer comment se développe le bouquet final, l'arôme, le goût particulier d'un vin. C'est pourquoi on étudie les micro-organismes dans le processus de formation et les corrélations entre leurs colonies et l'arôme final. Selon certains chercheurs, c'est le processus de fermentation et non le premier pressurage qui détermine le goût d'un vin. On se pose, alors, la question suivante: à quoi sert la provenance du cépage, si ce n'est à établir la qualité d'un vin?

Dans le domaine de l'alimentation, donc, de nouveaux horizons sont en train de s'ouvrir.

De Bruxelles à Strasbourg

(Responsable de la rubrique: Manlio Contri)

DES CONTRATS POSITIFS ENTRE CEE ET COMECON

Peut-être un accord d'ici à la fin de cette année

20 mai - Bruxelles - Le Commissaire pour les Relations extérieures, Willy de Clercq, a exprimé sa propre satisfaction pour l'accueil favorable réservé par les pays du Comecon (l'Organisation économique des pays de l'Est) aux propositions de la Cee pour l'établissement de relations officielles entre ces deux organisations. Le Commissaire a déclaré avoir écrit au secrétaire général du Comecon, Sitchoy, pour lui proposer une rencontre à ce sujet. La réponse a été très positive. Il existe la possibilité d'un accord d'ici à la fin de cette année. Des pourparlers ont été entamés avec la Roumanie. On attend des réponses de la Pologne, de la Hongrie et d'autres pays.

LA CEE A-T-ELLE ETE FRAUDEE AVEC DU VIN ADULTERE?

Demande de contrôles plus sévères

26 mai - Bruxelles - Le Commissaire Carlo Ripa di Meana (It.) dénonce, dans une lettre adressée au président du Conseil italien Bettino Craxi, qu'il est produit chaque année in Italie 5 millions d'hectolitres d'un vin qui n'a rien à voir avec le raisin. Après avoir rappelé qu'au cours de ces deux dernières années, il a été distillé en Italie 38 millions d'hectolitres aux frais de la Communauté pour un montant de 1 850 milliards de liras, Ripa di Meana se demande si quelques producteurs malhonnêtes n'ont pas profité de cette situation pour se libérer de produits adultérés. Le Commissaire conclut en invitant le gouvernement de Rome à renforcer l'activité de contrôle et la répression des sophistications, tout en assurant, en même temps, la pureté de tous les vins destinés à la distillation et au stockage.

INFLATION AU-DESSOUS DE 4%

26 mai - Bruxelles - L'inflation annuelle au sein de la Cee est descendue, pour la première fois, au-dessous de 4%. Le Bureau de statistique de la Communauté, Eurostat, ajoute que les prix ont augmenté entre mars et avril de 0,4%, contre 0,2 du mois précédent, mais le taux annuel se situe à 3,7 à fin avril, contre 4,1 à fin mars.

VIVE LA CORRIDA!

Tradition et folklore

26 mai - Strasbourg - La Commission du règlement et des pétitions du Parlement a déclaré ne pas pouvoir accepter les diverses pétitions présentées, entre autres, par la Ligue italienne pour les droits des animaux, visant à interdire les corridas en Espagne et au Portugal. Il y a eu 7 voix contraires à la suppression et une favorable (Cicciomessere,

It.). Au cours du débat, il a été rappelé, à plusieurs reprises, le caractère traditionnel de la corrida, l'importance culturelle de ces manifestations et l'aspect «non communautaires» de ce sujet.

POUR UNE UNIVERSITE EURO-ARABE EN ESPAGNE

Un important instrument culturel

26 mai - Strasbourg - Une délégation du Parlement a eu des colloques avec des représentants du gouvernement espagnol en vue de la création d'une résolution adoptée en 1984 par le Parlement qui invitait le Conseil, la Commission et les gouvernements nationaux à entamer des négociations entre l'Espagne et les gouvernements arabes pour créer une telle université; les progrès dans ce sens ont été, en réalité, modestes. Le but de cette initiative est d'améliorer les rapports avec le monde arabe à travers l'enseignement et des recherches au niveau post-universitaire.

LE DRAPEAU DE LA COMMUNAUTE DES «DOUZE»

Exécution de l'hymne européen

29 mai - Bruxelles - Le drapeau de la Communauté Européenne a été hissé pour la première fois devant le Palais Berlaymont, siège de l'Exécutif de la Cee. La cérémonie a été accompagnée des notes de l'«Hymne européen» tiré de la IX^e Symphonie de Beethoven (4^e mouvement - Hymne à la Joie). Le drapeau porte au centre douze étoiles sur fond bleu outremer. Il a été hissé à côté des drapeaux nationaux des Douze.

L'ECHEC D'«ARIANE»

Après les Usa, l'Europe reste elle aussi sans vecteurs

31 mai - Kourou (Guyane française) - La fusée européenne «Ariane» a été détruite quatre minutes et demie après le lancement qui avait été effectué pour mettre en orbite le satellite pour télécommunications Intosat. Le troisième stade ne s'étant pas allumé, il a été immédiatement commandée la destruction de la fusée. Le vecteur «Ariane» était le seul resté en Occident, après la décision américaine de suspendre pendant quelque temps les lancements à la suite du désastre du Challenger; le vecteur européen avait reçu, au cours de ces derniers mois, une longue liste de réservations pour la mise en orbite de satellites de différents pays. Ce dernier lancement d'Ariane était le dix-huitième de la série. Les seuls vecteurs existant actuellement se trouvent ainsi en Union soviétique et en Chine. Et ce sera probablement ce dernier pays qui bénéficiera de la situation qui s'est créée. Il semble, en effet, que les Etats-Unis se sont déjà mis en liste d'attente auprès de Pékin pour le lancement de deux satellites.

NECESSITE D'UNE RELANCE DE L'UEO

Validité de l'intuition d'Altiero Spinelli

4 juin - Paris - Lors de la 32^e Session plénière de l'Ueo (Union Européenne Occidentale regroupant les «Six» plus la Grande-Bretagne), le ministre belge des Affaires étrangères Leo Indemans et l'Allemand Molleman ont posé l'accent sur la nécessité de conférer à l'organisme des «Sept» un rôle important, pour ne pas dire de premier plan, dans le contexte des institutions européennes. Le ministre italien des Affaires étrangères Andreotti a confirmé, avec un réalisme prudent, l'opportunité d'une relance de l'Union. Le ministre italien de la Défense Spadolini a souligné la validité de l'intuition d'Altiero Spinelli (récemment disparu) selon laquelle il n'y a pas d'unité européenne

sans un sentiment commun en matière de défense. «Nous ne sommes pas - a-t-il dit - pour une conception tripolaire du monde dans laquelle nous insérer comme une troisième force européenne utopique; cependant, nous croyons fortement dans la nécessité que l'Alliance atlantique soit une alliance entre égaux». Spadolini s'est ensuite arrêté sur la sécurité de la Méditerranée et sur la lutte contre le terrorisme international.

ECONOMIE RECORD EN ITALIE ET DANS LES AUTRES PAYS CEE

4 juin - Bruxelles - 1987 pourrait être, selon les experts de la Cee, une année record pour l'économie italienne. La situation est caractérisée par un certain optimisme également pour les autres pays de la Communauté. Il est prévu, en effet, une croissance économique de 2,3% en 1985 à 2,7 en 1986 et 2,8 en 1987. L'Italie se situe dans la moyenne communautaire pour les deux premières années, alors que d'ici à 1987 elle passera à la première place au sein de la Cee avec une croissance économique de 3,7%. Massimo Russo, directeur pour les affaires économiques et financières de la Cee, a loué l'initiative du gouvernement italien pour l'introduction de la lire «lourde».

Louée l'introduction de la lire «lourde» en Italie

COMMÉMORATION D'ALTIERO SPINELLI

9 juin - Altiero Spinelli, l'homme politique italien considéré comme l'un des «pères fondateurs» de l'Europe, décédé à Rome le 23 mai, a été solennellement commémoré au Parlement européen. Le président Pflimlin a rappelé les 40 ans d'activité européenne d'Altiero Spinelli dès son premier appel pour l'Europe contenu dans le célèbre «Manifeste de Ventotene» et son oeuvre de parlementaire européen essentiellement consacrée à la construction de l'Europe. C'est sur son initiative qu'il fut créé la Commission institutionnelle, et le projet de Traité pour l'union adopté par l'Assemblée en 1984 a été l'une de ses victoires. Altiero Spinelli - a conclu Pflimlin - a lutté jusqu'à la fin pour son idéal européen et nous a offert un exemple admirable de persévérance, de courage et de foi. Son nom restera inscrit dans l'histoire de l'Europe, parmi ses prophètes et ses fondateurs. Après cette commémoration, Spinelli a été également rappelé, le jour suivant, par la Commission institutionnelle dont il était président. Ont pris la parole le président Pflimlin, le premier vice-président Croux, le président de l'Exécutif Jacques Delors, le ministre néerlandais de la Culture Wim Dettman et le président de groupe communiste Gianni Cervetti.

Prophète et fondateur de l'Europe

PENURIE DE MINÉRAUX DANS LA CEE

9 juin - Strasbourg - La pauvreté en ressources minérales de la Communauté, dont l'élargissement n'a pas apporté de grands bénéfices, à l'exception du fer et du cuivre, a été soulignée lors d'un débat du Parlement par Felice Ippolito (It.). Celui-ci a illustré un projet de résolution qui prévoit le lancement d'une stratégie pour la recherche de minéraux non énergétiques. Il faut dresser - a-t-il dit - un inventaire des ressources dans les régions les moins favorisées qui permette de procéder à une évaluation globale des richesses minérales des Douze. Ippolito a également souhaité que l'on exploite les fonds marins et que la Communauté participe à la prospection et aux cultures de l'Antarc-

Nécessité d'un inventaire et d'une nouvelle stratégie

tique. Après le discours final du Commissaire luxembourgeois Mosar, le débat s'est terminé par un vote unanime en faveur de la relation Ippolito, à l'exclusion du paragraphe concernant l'Antarctique.

BILAN DU SEMESTRE NEERLANDAIS

11 juin - Strasbourg - Le mandat néerlandais qui s'est terminé le 30 juin (il a été suivi de celui de la Grande-Bretagne) a été caractérisé par l'entrée dans la Communauté de l'Espagne et du Portugal et par la signature de l'Acte intergouvernemental pour la réforme institutionnelle dont les démarches pour la ratification prévoient son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1987. C'est dans cette perspective que la présidence néerlandaise a pris l'initiative de revoir le règlement interne du Conseil et du Comité législatif en ayant recours, à plusieurs occasions, au vote majoritaire. Tels sont les points principaux signalés par le président du Conseil sortant, Hans van den Broek, à propos du semestre néerlandais lors d'une séance du Parlement.

IL EST DEMANDE AUX USA DE RESPECTER LE SALT 2

12 juin - Strasbourg - Une ferme dénonciation de la décision prise par les Usa de se dégager du Salt 2 (Strategic arms limitation talks) qui compromettrait gravement les négociations sur le désarmement et la paix mondiale, ainsi qu'un appel aux superpuissances pour qu'elles respectent cet accord sont contenus dans deux documents approuvés par l'Assemblée avec, respectivement, 137 voix favorables, 105 contraires, une abstention et 219 voix favorables, 22 contraires, 6 abstentions (le premier étant présenté par le groupe socialiste et le second par le groupe démocrate-chrétien avec des amendements communistes et du groupe «arc-en-ciel»). Le Parlement européen condamne également la production américaine de nouvelles armes chimiques et leur installation dans les pays communautaires. Il demande la définition d'un plan pour réduire de 50% les armes nucléaires stratégiques, pour éliminer les armes nucléaires à moyenne portée, instituer une interdiction générale des armes chimiques et réduire d'une manière équilibrée les armes conventionnelles.

*Condamnation
des armes
chimiques*

L'APRES-TCHERNOBYL

Le président du Conseil van den Broek a répondu à une interrogation de Gustavo Selva (DC - It.) qui demandait des mesures pour obtenir de l'Urss une indemnisation des dommages provoqués par l'accident à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Van den Broek a répondu que le Conseil a discuté les mesures à prendre dans le cadre de l'Euratom et de l'Agence Atomique. Un document approuvé par l'Exécutif sera discuté lors du prochain sommet européen.

*Un document
pour le sommet
européen*

«SPECIAL RELATIONSHIP» ENTRE USA ET CEE

13 juin - Washington - L'opportunité de formaliser le rapport étroit existant entre les Usa et la Cee et de donner la possibilité à l'Europe de faire entendre sa voix proportionnellement à son importance économique-politique a été proposée concrètement par le ministre italien des Affaires étrangères Andreotti lors d'un colloque avec le secrétaire d'Etat américain Schultz. Andreotti demande substantiellement qu'il soit créé un mécanisme de consultation systématique et per-

manent entre le gouvernement de Washington et le président en exercice de la Cee pour discuter non seulement de la crise, mais aussi et surtout de toutes les questions courantes d'intérêt réciproque. Une telle coordination aurait également, d'après Andreotti, l'avantage de donner une nouvelle impulsion à l'intégration européenne, de consolider la cohésion euro-américaine et de ramener le calme dans les rapports entre les deux alliés après la secousse de la crise libyenne.

CEE ET CRISE SUD-AFRICAINE

13 juin - Strasbourg - Le Commissaire Karl Heinz Narjes a illustré au Parlement européen la position de la Commission exécutive vis-à-vis de l'Afrique du Sud, après la proclamation de l'état d'urgence de la part du régime raciste de Pretoria, la vague d'arrestations et l'imposition de très graves limitations à la liberté de la presse. La Commission ne voudrait pas avoir recours aux sanctions, mais la situation dans ce pays et l'intransigeance du gouvernement sud-africain sont telles que l'adoption de mesures semble être le seul et dernier moyen pour ramener ce pays à la raison et éviter la catastrophe. Le Commissaire italien Ripa di Meana s'est déclaré cependant sceptique quant à la possibilité que les Douze puissent exprimer une volonté politique commune, comme ils l'ont démontré en d'autres occasions importantes.

*Indécision sur
les mesures à
adopter*

AMBASSADES CEE FERMEES EN AFRIQUE DU SUD

16 juin - Bruxelles - A l'occasion du dixième anniversaire des désordres de Soweto (SOuth WEst TOWnship), en Afrique du Sud, au cours desquels des centaines d'étudiants noirs furent tués lors des affrontements avec la police, les ambassades de tous les pays Cee en Afrique du Sud sont restées fermées en signe de protestation et de deuil.

EUROPE DIVISEE FACE AU RACISME

16 juin - Luxembourg - Aucun accord n'a été passé lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères des Douze qui se sont rencontrés pour décider des mesures à adopter contre le gouvernement de l'Afrique du Sud. Les ministres ont condamné, d'un commun accord, l'apartheid et ont demandé la reconnaissance de l'A.N.C. (African National Congress), l'organisme d'opposition hors-la-loi, ainsi que la libération d'un des leaders de celui-ci, Nelson Mandela. Ils n'ont cependant pas trouvé un accord quant aux moyens de répression à adopter pour obtenir l'acceptation de leurs requêtes. Les Pays-Bas et le Danemark seraient favorables aux sanctions économiques, suivis, sur cette même position, de l'Espagne, la Grèce, le Portugal, l'Irlande, la Belgique et l'Italie. Mais la Grande Bretagne et l'Allemagne sont irréductibles et contraires à quelques sanctions économiques que ce soit contre l'Afrique du Sud. Nous voulons abattre le régime de l'apartheid - a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères Howe - non pas détruire l'économie sud-africaine. Les ministres des Affaires étrangères ont clos la réunion en confiant à leurs directeurs politiques respectifs la préparation d'un rapport sur la situation et sur la possibilité d'adopter des mesures à soumettre au Conseil européen des chefs de gouvernement.

M.C.

MOSCOU - 9 Octobre 1944

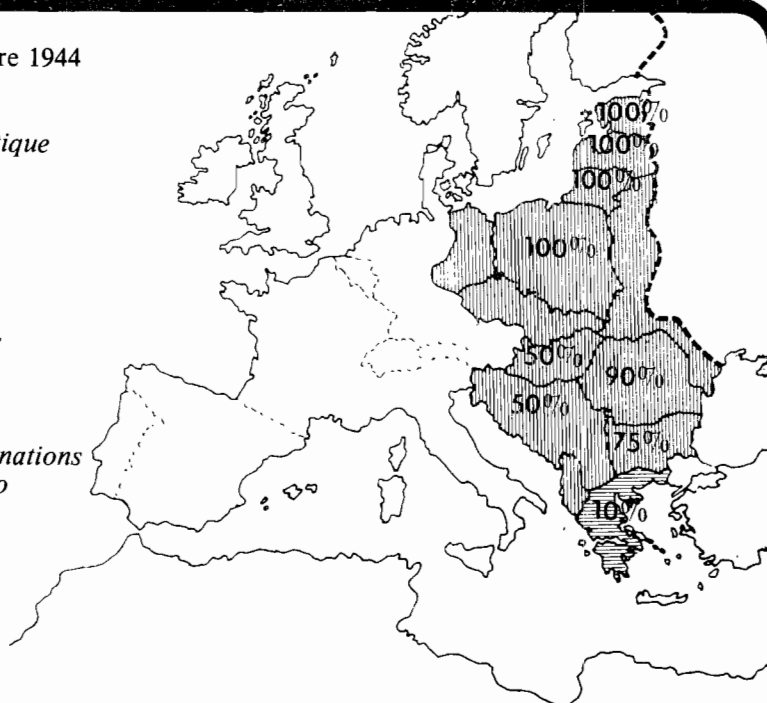
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta



« Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B ».

Bulletin Européen

<i>Costantino Dragan: Le rôle de l'Europe dans le dialogue Est-Ouest</i>	1
<i>L'Europe à l'aube de 2000 - Les principaux programmes de recherche européenne</i>	3
<i>Manlio Contri: Histoire Européenne - Le Monachisme pendant le 1^{er} Millénaire</i>	5
<i>Une Europe - Un drapeau</i>	9
<i>Le dernier appel de Altiero Spinelli</i>	10
<i>Lettre d'Altiero Spinelli: Aucune réforme n'est possible sans la mobilisation de l'opinion publique</i>	11
<i>Louis Armand: La révolution alimentaire</i>	13
<i>Manlio Contri: Trente jour en Europe - De Bruxelles à Strasbourg</i>	15



Associé U.S.P.I.

1986

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 -
Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direttore: Roberto Cestelli
Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del 15.10.1977
(già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard», Milano - Via Larga 11